**Témoignages**

# La laïcité, un combat de plus en plus déserté dans les écoles

Charles Perragin publié le 16 octobre 2024 7 min

**Quatre ans après l'assassinat de Samuel Paty, les professeurs se sentent de plus en plus isolés et abandonnés par leur hiérarchie.** Certains continuent d'appliquer rigoureusement la loi de 2004 sur la laïcité, parfois malgré les injures et plus rarement les menaces, quand d'autres ne veulent plus subir les conséquences des débats *« hystériques »* des responsables politiques. Enquête.

---

## La laïcité, un enseignement de plus en plus difficile à dispenser

**Les professeurs sont malmenés.** En 2022, 40% disent avoir reçu des injures, selon l'association L'Autonome de solidarité laïque. Plus de 16% du personnel des collèges et lycées ont reçu des menaces de la part des élèves ou de leurs parents. Dans 2% des cas, il s'agit même de menaces de mort. Si le volume des violences déclarées reste à peu près constant ces dernières années, la communauté éducative subit une pression croissante, notamment parce que la perspective d'être réellement agressé ou tué est plus tangible depuis les assassinats de **Samuel Paty** ou de **Dominique Bernard**. Comme le déclarait au *Monde* **Maitane Cocagne**, secrétaire générale académique adjointe du Snes-FSU Bordeaux : *« Il y a quinze ans, on* [...] *prenait* [les menaces] *peut-être moins au sérieux. On travaille avec des adolescents, on sait que ça peut remuer, mais aujourd'hui, on a l'impression que ce qui sacralisait l'école ou l'enseignant a disparu. »*

**Entre les difficultés sociales, les violences intra-familiales, le harcèlement sur les réseaux sociaux comme la dégradation de la santé mentale des jeunes,** les causes de la violence dans l'environnement scolaire sont nombreuses. Mais la plus anxiogène est sans aucun doute la **radicalité religieuse**. Francis Z., professeur d'histoire-géographie dans un établissement de l'Essonne, vit encore le traumatisme de l'assassinat de Samuel Paty, d'autant qu'il montre des caricatures de Mahomet signées *Charlie Hebdo* dans ses cours d'éducation civique depuis de nombreuses années. Comme tous les autres, il requiert l'anonymat pour témoigner : *« On arrive à un point où le proviseur de mon école a peur de faire une minute de silence en mémoire de Samuel Paty et Dominique Bernard. Alors qu'on est dans un établissement plutôt favorisé, même s'il y a de plus en plus de mixité sociale et c'est une très bonne chose. Lundi dernier, il a fait un appel au micro et a rompu le silence après 25 secondes, par peur qu'on ne tienne pas sans que cela dégénère. Alors que tout se passait très bien dans les classes… »*

➤ **À lire aussi : Laïcité, le témoignage d'une enseignante inquiète**

**Francis Z. poursuit :** *« La société est tellement fragmentée que j'ai l'impression de ne pas parler le même langage que mes élèves dans certaines classes »*, constate-t-il. *« Ils s'en foutent ou ils pensent que la laïcité, c'est juste une loi faite pour discriminer les musulmans. Alors quand je leur fais l'histoire de la laïcité, la séparation du pouvoir spirituel et temporel, pour certains, les lignes bougent encore. Pour d'autres, ils se taisent ou détournent le regard quand je montre des caricatures. »*

## L'abandon de la hiérarchie, et des établissements pusillanimes

**Le professeur d'histoire-géographie n'a jamais reçu de menaces et fait partie de ces enseignants qui font appliquer strictement la loi du 15 mars 2004 dans sa classe.** *« Nous sommes très peu à le faire rigoureusement. Certains ne veulent pas d'ennuis. Au-delà de la peur et malgré tout le dévouement de ceux qui enseignent l'éducation civique, la loi sur la laïcité est de moins en moins acceptée. Il y a quelques années, elle embarrassait quelques gamins musulmans. Aujourd'hui, une bonne partie des jeunes ne comprend pas pourquoi on embête leurs copains avec ça. Et même des professeurs, plutôt jeunes et acquis aux causes de l'intersectionnalité, commencent à considérer que la laïcité est l'instrument d'une discrimination systémique qui joue contre les musulmans. »* Seulement, pour les professeurs qui *« vont au front »* et font appliquer la loi, Francis Z. regrette l'abandon de la hiérarchie et de leur rectorat. *« Après l'assassinat de Dominique Bernard, la salle des profs était dans un état de prostration. Certains ne pouvaient même pas aller en classe. Dans ce contexte, quand on essaie de faire remonter des problèmes particuliers, la hiérarchie nous propose d'expliquer aux élèves la charte de la laïcité… Ils sont complètement déconnectés. »*

➤ **À lire aussi : Comment parler de religion en cours de philo ? La parole aux profs**

**Au niveau des établissements,** c'est souvent la volonté de ne *« pas faire de vagues »* qui prime, au point d'écarter parfois les professeurs menacés qui tentent de faire respecter la loi. C'est ce que décrit **Mickaëlle Paty**, la sœur de Samuel, qui publie aujourd'hui son *Cours de Monsieur Paty* (Albin Michel, 2024). En 2020, quatre jours avant son assassinat, une vidéo menaçant directement le professeur d'histoire-géographie est postée et affole les enseignants. Elle écrit : *« La directrice demande simplement au référent laïcité de revenir au collège pour rassurer ses troupes, et une réunion de médiation avec l'équipe pédagogique est organisée à 17 heures… en "salle de détente". Ça ne s'invente pas ! Le référent laïcité se plante face aux enseignants inquiets, la pointe des fesses et les mains en appui sur le rebord d'une table* […] *puis explique* […] *que la seule chose à faire maintenant est d'adopter un discours d'apaisement. Samuel, lui, a été positionné derrière ce référent, autant dire au coin, et à nouveau contraint au silence. Il ne fait plus partie du groupe des professeurs. Il n'a commis aucune faute pourtant, on le lui a bien dit, mais cette mise en scène prouve exactement le contraire. »*

**Dans toutes les enquêtes sur le climat scolaire, les professeurs disent se sentir plus isolés et ne plus avoir confiance en leur hiérarchie.** Dans les conclusions de la mission de contrôle du Sénat sur les « Menaces et agressions contre les enseignants » publiés en mars 2024, il est fait état qu'en 2021, *« seuls 54 % des enseignants disent avoir reçu un soutien total de la part des personnels de direction. Surtout, il existe une profonde coupure entre les agents de l'Éducation nationale dans les établissements scolaires et ceux travaillant dans les services centraux ou du rectorat »*. Et juste après : *« 56% des enseignants du secondaire public déclarent s'être déjà autocensurés pour éviter de possibles incidents portant sur les questions de religion en 2021. Ils n'étaient que 36% en 2018. »*

**"56% des enseignants du secondaire public déclarent s'être déjà autocensurés pour éviter de possibles incidents portant sur les questions de religion en 2021. Ils n'étaient que 36% en 2018"**

**Pour certains professeurs, c'est cet abandon du ministère et du rectorat qui a généré du désengagement sur la question de la laïcité, voire un renversement politique.**Comme Damien X., professeur dans une zone d'éducation prioritaire dans l'Essonne avant d'enseigner dans un lycée parisien. *« Sous **Jean-Michel Blanquer** au ministère de l'Éducation, on n'avait pas de soutien sur le terrain mais en plus, dans l'arène politique et médiatique, plus que jamais, on ne faisait que de parler du voile, de l'*abaya [lire notre article], *du bandeau ou je ne sais quel autre vêtement. Nous avons de moins en moins de moyens, nous faisons tout pour maintenir le dialogue avec les élèves et il faudrait qu'on encaisse en plus toute l'hystérie politique autour des questions d'identité et de religion. À un moment, vous dites stop. »*

➤ **À lire aussi : L'abaya, un vêtement culturel ou cultuel ?**

**L'insécurité du personnel enseignant ne se réduit cependant pas aux questions religieuses.** En février 2023, **Agnès Lassalle**, une professeure d'espagnol, avait été poignardée dans sa classe de Saint-Jean-de-Luz (64) par un élève qui avait *« une petite voix »* dans sa tête. Les professeurs que nous avons interrogés en sont ressortis très marqués même si, pour le reste de la société, ce nom est tombé dans un oubli quasi-total. La crise de la pédopsychiatrie alimente certainement moins les débats médiatico-politiques que le terrorisme islamiste. Pour Sarah W., professeure de philosophie dans la région rennaise dans un lycée qu'elle juge *« représentatif de la population française »*, c'est plus largement une forme de radicalité des opinions politiques qui s'exprime dans ses classes de terminale. *« C'est normal, ce sont encore des adolescents, ils n'ont connu que leur famille et ils viennent avec leurs idées arrêtées »*, tempère-t-elle d'emblée.

**Cependant, l'enseignante analyse que la *« polarisation croissante du débat public »* génère, dans les classes, *« une forme de mutisme qui n'existait pas avant »*.** Plus généralement, la prise de position politique est perçue, pour soi et chez les autres, comme une sorte de violence qui implique le combat ou la fuite. *« Les impératifs catégoriques de **Kant**, pour eux, c'est pour les doux rêveurs. Faut être pour ou contre. Quand on aborde les conflits au Proche-Orient, les discussions peuvent être vives. Alors, nécessairement, quand on essaie de savoir ce qu'est la justice et où commence la vengeance le jour où un procureur de la Cour pénale internationale requiert un mandat d'arrêt contre **Benyamin Netanyahou**, c'est notre rôle de contextualiser, de les guider vers plus de tolérance*

*et d'humilité. »* Mais une minorité d'élèves ne se laisse pas convaincre, et certains passent à l'acte. Sarah W., noire de peau, a vu apparaître sa photo sur un réseau social avec un montage où l'on voit **Hitler** avec des esclaves noirs. Et sa voiture a été couverte de croix gammées. Une plainte est en cours.

**En 2022, les trois quarts des 3 733 demandes de protection fonctionnelle ont été acceptées.** *« Dans des délais moyens qui n'apparaissent toutefois guère compatibles avec le besoin souvent urgent d'une protection effective »*, nuancent les sénateurs **François-Noël Buffet** et **Laurent Lafon**, qui ont signé les conclusions de la mission de contrôle. Ils recommandent ainsi *« d'impliquer davantage les forces de police et de gendarmerie ».* Pas certain que cela suffise à freiner les démissions de professeurs en constante augmentation depuis plus de dix ans. En 2022, elles ont bondi de 36% dans le premier et le second degré par rapport à l'année précédente…